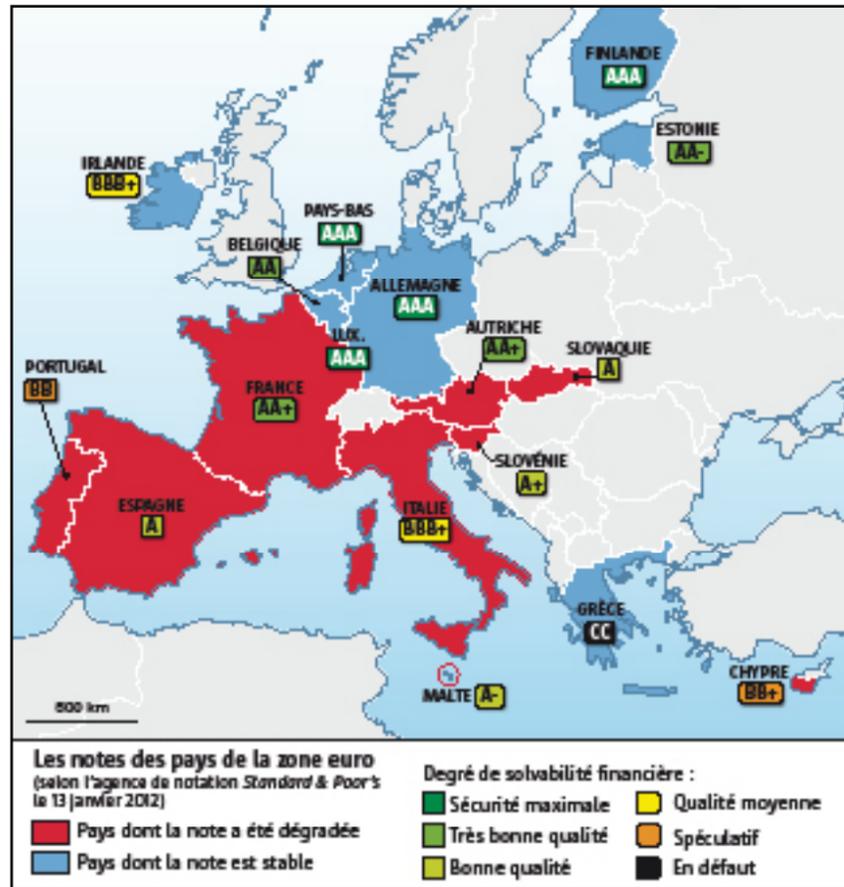


# FRANCE

**ÉCONOMIE** La dégradation de la note française par l'agence Standard & Poor's complique la gestion de la crise européenne et bouscule le jeu politique national.

## PERTE DU TRIPLE A AVIS DE TEMPÊTE...



La menace s'est enfin concrétisée : la France a perdu son triple A. Vendredi 13 janvier, l'agence de notation Standard & Poor's a rétrogradé la note du pays et celle de huit autres États européens. Si certains observateurs, comme le journal du Vatican, *L'Osservatore Romano*, s'interrogent sur ce calendrier – la dégradation étant intervenue alors que « les marchés montraient de légers signes d'amélioration » –, cette décision était attendue depuis plusieurs semaines. Et même si l'agence américaine n'a pas été suivie par ses consœurs Moody's et Fitch, qui, elles, maintiennent le triple A français, ses argu-

ments portent indiscutablement : insuffisance de gouvernance de la zone euro, dangers de politiques d'austérité systématisées qui pourraient compromettre la croissance. Les marchés n'ont, dans l'immédiat, pas réagi outre mesure à cette nouvelle, mais celle-ci vient compliquer la résolution de la crise européenne et bousculer la campagne électorale. Décryptage.

### La France affaiblie

Dépossédée de son précieux sésame, la France devra-t-elle payer plus cher pour emprunter sur les marchés ? Probablement pas ou peu. « Les investisseurs avaient déjà largement intégré

la perspective d'une dégradation française », relativise Francesco Saraceno, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques. La France empruntait, avant même l'annonce de Standard & Poor's, à 3,06 % quand l'Allemagne, elle, payait 1,76 %. Mais la perte du triple A pourrait accentuer cet écart. L'émission d'obligations françaises, ce jeudi 19 janvier, constitue, à cet égard, un test important. Si le coût de l'argent dépassait les 3,7 % anticipés par le gouvernement, cela compromettrait le budget de 2012, qui plus est dans un contexte de récession. L'État serait alors contraint de dégager de nouvelles marges de manœuvre budgétaires. Avec un troisième plan de rigueur ? Le gouvernement s'y refuse. Et veut privilégier les réformes de compétitivité, TVA sociale en tête, reprenant en cela le diagnostic de l'agence américaine. « Au-delà de la maîtrise du déficit public, le problème de fond reste comment améliorer notre compétitivité et construire une stratégie de croissance, conditions indispensables au remboursement de la dette, souligne Alain Trannoy, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Et ce débat-là n'est aujourd'hui pas vraiment lancé, ni en France, ni en Europe. »

### Un sommet « antisocial »

Les mauvais chiffres de l'emploi et la perte du triple A auront rendu encore plus urgent le « sommet social » qui s'est tenu le 18 janvier à l'Élysée. Rebaptisé « sommet de crise », il a rassemblé syndicats et patronat autour de Nicolas Sarkozy, qui joue gros dans cette affaire. À moins de 100 jours du premier tour de la présidentielle, il avait prévenu qu'il annoncerait des mesures fortes. Beaucoup ont déjà été abondamment commentées dans les médias. Pour en connaître tous les détails, il faudra toutefois s'armer de

patience : le président de la République ne les précisera qu'à la fin du mois de janvier. Certaines des réformes envisagées, comme le recours plus systématique au chômage partiel ou la rémunération à 100 % des salariés qui suivent une formation durant leur période de chômage partiel, font l'objet d'un relatif consensus. En revanche, l'instauration d'une TVA sociale, l'éventualité d'une baisse des salaires ou l'assouplissement du temps de travail provoquent la colère des syndicats, qui ont qualifié cette rencontre de « sommet antisocial ».

### La campagne bousculée

Nicolas Sarkozy avait fait du maintien du triple A une affaire personnelle. Il se retrouve piégé par cette étrange stratégie. À 100 jours du premier tour, il ne peut désormais plus se présenter comme le protecteur du pays. François Hollande est-il avantagé par cet événement ? Que nenni ! L'annonce de la dégradation est intervenue alors qu'il entamait un voyage de campagne aux Antilles, un timing pour le moins malchanceux. Le candidat PS risque surtout de se trouver tiraillé, au sein même de son équipe, entre les tenants de la croissance et

ceux qui prônent, comme Michel Sapin, plus de rigueur. Les deux bénéficiaires sont Marine Le Pen et François Bayrou. La première se présente comme la candidate « anti-système » et surfe sur le « Tous pourris, tous pareils », qui trouve un écho favorable en cette période de crise. Quant au Béarnais, il peut se prévaloir d'avoir, depuis dix ans, mis en garde contre les dérives budgétaires. Son thème de campagne, en 2002 ? La rigueur. Celui de 2007 ? La dette. Soit les préoccupations exactes des Français, cette année. « On se trouve dans une situation où rien ne peut être exclu au second tour », commente Laurent Bouvet, politologue, auteur du *Sens du peuple* (Gallimard). Un duel Le Pen/Bayrou ? Cet improbable scénario est aujourd'hui envisagé par de nombreux analystes.

### La zone euro fragilisée

C'est toute la stratégie de sauvetage de la zone euro, élaborée à grande peine depuis deux ans, qui est menacée. « Standard & Poor's sanctionne une gouvernance européenne qui piétine et l'incapacité persistante des dirigeants à s'accorder sur une direction claire, analyse Francesco Saraceno.

L'agence pointe également l'importance des déséquilibres internes à la zone. » Surtout, la dégradation de la France et de l'Autriche fragilise le principal outil mis en place par les Européens pour venir en aide aux pays en difficulté : le Fonds européen de stabilité financière, déclassé, lundi, de AAA à AA+. Le FESF peinait dès sa conception à convaincre. « Il est à présent un peu mort-né », constate Alain Trannoy. Un problème délicat alors que le spectre d'un défaut de la Grèce, engluée dans ses négociations avec les banques, refait surface, et que l'Italie et l'Espagne ont vu leur note descendre de deux crans, malgré leurs plans drastiques d'économies. Sans oublier le Portugal, désormais classé dans la catégorie des investissements spéculatifs. Quel rempart reste-t-il alors contre la crise ? « Il n'y a que deux solutions, résume Alain Trannoy. Soit les Allemands acceptent que la Banque centrale européenne puisse racheter de la dette des pays en difficulté pour faire baisser les taux, soit le FMI intervient. » À dix jours du prochain Conseil européen, la situation s'annonce tendue. ●

CHRISTINE MONIN, OLIVIA ELKAIM, LAURENT GRZYBOWSKI

